

# Les enjeux d'un programme universitaire d'éducation des adultes (formation des formateurs) pour le Burkina Faso

F. SANOU

Université de Ouagadougou (Burkina Faso).

## Objectif et démarche

Le présent article est une réflexion critique sur l'importance de l'éducation ou formation des adultes, plus précisément de la formation des formateurs et la nécessité pour les universités africaines en général, et burkinabè en particulier, d'élaborer, des programmes en ce sens.

La réflexion s'appuie sur les documents existants, relatifs aux projets et expériences de formation des adultes, les résultats obtenus par ces projets et ces expériences. Elle s'appuie également sur divers écrits relatifs aux changements sociaux survenus, en cours ou en perspective dans le monde et particulièrement au Burkina. Ce sont les problèmes posés par ces changements qui sont désignés ici par le terme « enjeux » ou « défis ». De leur bonne ou mauvaise résolution dépend, selon nous, le succès ou l'échec des pays africains en général, et du Burkina en particulier, à atteindre leur développement social, économique, culturel et politique. Il est devenu courant de désigner le processus général de changement en cours depuis les trois dernières décennies, de « mondialisation » ou processus d'intégration des différentes nations en une même et seule entité globale, un seul « village planétaire ».

La réflexion s'articule autour de deux points essentiels :  
– le point des rapports entretenus jusqu'ici par l'uni-

versité avec l'éducation des adultes, rapports que nous qualifions de négligence ;

– l'éducation des adultes face aux différents défis de la mondialisation.

Dans le développement qui suit, les termes « éducation » et « formation » seront utilisés pour désigner la même réalité pédagogique de transmission de connaissances et de compétences. Leur utilisation alternative ou indistincte ne s'explique pas par un embarras quelconque à se positionner par rapport au débat entre ceux qui pensent que l'on ne peut éduquer qu'un enfant, pas un adulte si tant est qu'éduquer soit, non seulement, transmettre des connaissances et des compétences mais aussi, et surtout, transmettre, imposer des normes de comportement ou socialiser. L'adulte ayant déjà ses normes de comportement, on ne peut que le former en s'en tenant au premier volet de l'éducation : la transmission de connaissances et de compétences. Pour les autres et pour l'auteur du présent article, l'éducation est pris au sens large et courant du terme, au sens de transmission de connaissances et de compétences diverses, y compris celles relatives à l'intégration sociale<sup>1</sup>. Par ailleurs, pour des raisons pratiques, on parle de formation des formateurs plutôt que d'éducation des formateurs, de sorte que le terme formation sera plus utilisé en relation avec ce second degré d'éducation ou formation s'adressant à ceux qui sont chargés de former ou éduquer directement les adultes à la base.

## L'université et l'éducation des adultes : une longue négligence

### Le silence aux appels répétés en faveur de l'éducation des adultes

Les universités africaines en général, francophones en particulier et notamment burkinabè, ont relégué à l'arrière-plan l'éducation ou formation des adultes au profit quasi

exclusif de celles des jeunes élites, et cela, malgré des appels répétés de certaines institutions universitaires et culturelles comme l'AUA (1973), l'ACCT (1983), l'UNESCO (1990).

A la décharge de nos universités, on peut invoquer le fait que, pendant longtemps aussi, les paradigmes développementalistes, élaborés par d'autres institutions internationales, notamment la Banque mondiale, ont mis

<sup>1</sup> Pour ce débat, voir Philippe MEIRIEU (1996 : 60-76) qui conclut en disant « qu'il peut y avoir, à la fois, apprentissage et socialisation : on peut apprendre en même temps des choses, des « vraies choses », des « vraies » mathématiques, du « vrai » français, des « vrais » savoirs tout en apprenant à respecter l'autre, tout en apprenant à collaborer avec l'autre, à écouter l'autre, à parler avec lui même sans l'approuver, etc. » (p. 73).

l'accent, d'abord sur la formation de ces jeunes élites considérées comme moteur sûr du développement, puis sur la formation des plus jeunes encore, au niveau de l'enseignement de base.

L'éducation des adultes a été laissée à des institutions publiques, considérées de seconde zone et/ou à des initiatives privées et/ou bénévoles, particulièrement les ONG de formation ou de développement, qui, dans le contexte burkinabè, sont relativement nombreuses (160).

### **Bref état des lieux en matière de formation des adultes au Burkina**

Ainsi, la formation des enseignants du primaire, des conseillers et inspecteurs de l'enseignement primaire, des infirmiers, des agents de développement rural, etc. était (est) assurée au Burkina, comme dans pratiquement tous les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest, par des écoles de formation professionnelle (Écoles normales de l'enseignement primaire, École des cadres de l'action pédagogique, École nationale de santé publique...) sans attache avec l'université, partant, sans possibilité de perfectionnement des formateurs.

L'alphabétisation des adultes s'est faite et se fait toujours avec le concours d'animateurs formés sur le tas par des ONG ou par la structure étatique qu'est l'Institut national d'alphabétisation (INA). Les différentes évaluations externes de l'INA, commanditées par le Bureau de coordination de la coopération Suisse (1996a, b, c) déplorent l'insuffisance qualitative de la formation de ces animateurs et superviseurs.

Les services techniques de l'agriculture et de l'élevage avaient cherché à organiser le monde rural en groupements villageois pour la vulgarisation des techniques modernes et l'utilisation des intrants pour améliorer les rendements. Mais, ces groupements se sont limités à l'achat des intrants et à l'obtention de crédit, le nombre d'adhérents restant stagnant et peu de formation étant réellement dispensée.

La tentative de formation de jeunes agriculteurs, initiée en 1961, s'est par ailleurs soldée par un échec pour diverses raisons, parmi lesquelles, selon LALLEZ (1976), on peut citer :

- le jeune âge des élèves (théoriquement 12-15 ans, mais, en fait, beaucoup en avaient 9, surtout au départ, lorsque le système avait été conçu comme un simple palliatif du système classique) ;
- la structure gérontocratique des villages ne permettant pas à des jeunes de s'imposer comme modèles et force d'innovation ;

- le manque d'équipement technique des sortants des centres de formation des jeunes agriculteurs qui ne leur permettait pas de mettre en application les connaissances et savoir-faire acquis ;

- le désir des élèves d'apprendre autre chose que le seul métier d'agriculteur socialement peu valorisé.

Le résultat a été une totale désaffection des centres de formation des jeunes agriculteurs. Le nombre de ces centres est tombé de 700 en 1970 à 477 en 1991 et les effectifs des élèves sont tombés de 26 364 en 1970 à 10 610 en 1991 (UNICEF, 1991, tableau C 5.17).

Les ONG de formation du monde rural, comme le CESAO et INADES-Formation, semblent avoir mieux réussi dans leur approche, selon certains observateurs comme Helmut ASCHE (1994). Mais, à présent, les changements intervenus dans le milieu rural interpellent ces ONG à élargir et à adapter leurs horizons et leurs approches pour répondre aux nouveaux besoins des organisations paysannes désormais mieux structurées et, pour certaines, capables d'offrir la formation de base jadis offerte par ces ONG.

En même temps que les formateurs de ces ONG cherchent à améliorer leurs compétences, ils cherchent un système de motivation stimulant et sanctionnant les compétences acquises.

Ainsi, par exemple, INADES-Formation, qui a fait en 1995 l'option d'accompagner les dynamiques organisationnelles paysannes à travers la « Recherche-Action-Formation », cherche une formule pour motiver ses employés formateurs à se perfectionner en brisant l'horizontalité des carrières et titres plafonnant à ceux de « formateurs ».

Les employés de INADES-Formation ont souhaité sortir des « stages maison » et avoir plus de contacts avec d'autres structures de réflexion et de recherche (INADES-Formation, 1996). La formation des adultes à un niveau universitaire répondrait, sans nul doute, à cette attente.

### **L'engagement de l'université dans la formation des adultes pour une quête permanente de qualité. Le constat de l'ACCT (1983)**

Le faible engagement des universités africaines francophones dans la formation des adultes s'expliquait (s'explique toujours) par le préjugé que l'éducation des adultes avait (a) un faible contenu académique et que des institutions et des personnels non universitaires suffisaient à l'assumer.

Ce qui était faux hier et qui le sera plus encore demain dans le contexte de la mondialisation<sup>2</sup>.

Ce contexte a été la toile de fond sur laquelle s'esquissent les raisons, les enjeux d'un programme universitaire de formation des formateurs des adultes. L'argumentation ici ne consiste pas à montrer les besoins en formation des adultes qui paraissent assez établis par les différentes tentatives mentionnées plus haut. L'argument consiste à montrer la nécessité de l'engagement de l'université dans cette formation pour en assurer la qualité au regard des exigences du monde en mutation, caractérisé par la compétitivité économique à travers :

- l'utilisation massive de la science, de la technique et des médias ;
- les changements dans les rôles traditionnels des générations par rapport à l'activité professionnelle ;
- la minimisation des communautés nationales et des solidarités traditionnelles.

## L'éducation des adultes face aux défis de la mondialisation

Les réflexions au niveau de la communauté internationale avaient déjà abouti à un changement de stratégie éducative pour dépasser les tranches d'âge habituelles d'enfants et de jeunes et englober toutes les couches démographiques de la population. C'est le sens de la Déclaration de Jomtien, en 1989, sur l'éducation pour tous.

### L'éducation pour tous pour un nouveau millénaire. La Déclaration de Jomtien (1989)

Selon cette Déclaration, la participation de tous au monde à venir exige que tous possèdent un minimum éducatif et qu'ils s'efforcent de l'accroître. Dans cette perspective, généraliser l'éducation fondamentale n'est plus un luxe pour pays nantis ou un simple vœu pour pays pauvres désireux de combler un retard économique, comme ce fut le cas pour les pays africains lors de la Conférence d'Addis-Abeba en 1961, mais un impératif vital précisément et essentiellement pour ces pays pauvres.

L'université a été considérée comme la cheville ouvrière de l'instauration d'une éducation fondamentale pertinente et efficace. Selon la Déclaration, « Les sociétés devraient aussi offrir à l'éducation fondamentale le bénéfice d'un solide environnement intellectuel et scientifique. Cela implique une amélioration de l'enseignement supérieur et le développement de la recherche scientifique. D'étroits contacts avec le savoir technologique et scientifique contemporain devraient pouvoir exister à tous les niveaux d'éducation ». (Déclaration, article 8. WCEFA, Document de référence, p. 172).

L'université trouve ainsi un élargissement et un recadrage de ses missions en même temps qu'elle trouve une nouvelle légitimité, après deux décennies de remise en cause pour non-pertinence, gaspillage (Banque mondiale, 1988 ; TEDGA, 1988).

### L'engagement de l'université de Ouagadougou à adapter ses programmes de formation et à s'ouvrir aux adultes

Au niveau national, lors du séminaire sur le thème « *L'université de Ouagadougou au 21<sup>e</sup> siècle : à la recherche de l'efficacité et de la performance* » tenu à Ouagadougou du 8 au 10 septembre 1998, l'université de Ouagadougou s'est engagée à s'ouvrir davantage au monde extérieur pour offrir ses services. Pour ce faire, elle devra élaborer des programmes plus flexibles et plus adaptés aux nouveaux publics et aux nouveaux besoins sociaux, culturels, économiques et politiques nés de la mondialisation. Les adultes constituent un de ces nouveaux publics.

### Les enjeux économiques : « La bataille de la compétence »

La mondialisation est avant tout la disparition progressive des particularismes nationaux et l'instauration d'un marché mondial avec pour principe la compétition pour les marchés. Seuls les pays (et les individus) ayant des produits (agricoles ou manufacturés) et/ou des systèmes de production performants pourront se maintenir sur cette scène internationale.

La compétitivité des différents pays dépend fortement de leur niveau technologique et scientifique et de la qua-

<sup>2</sup> À ce sujet, Guy BELLONCLE disait que « tous ceux qui ont pratiqué l'éducation non formelle savent au contraire que, précisément parce qu'il s'agit de formules nouvelles, se voulant de surcroît innovatrices au niveau des méthodes pédagogiques, il est absolument indispensable de pouvoir disposer de cadres eux-mêmes innovateurs et créatifs, capables de concevoir de nouveaux programmes, de les gérer à grande échelle et enfin de les évaluer avec la plus grande objectivité » (cité par ACCT, 1983, p. 133).

lité des ressources humaines disponibles. Et ce niveau ainsi que cette qualité se modifient beaucoup plus rapidement que par le passé.<sup>3</sup>

C'est dire que les institutions chargées de donner et/ou de maintenir et développer les compétences professionnelles ne doivent plus se contenter de transmettre ces compétences une fois pour toutes et/ou seulement à une tranche d'âge de la population, mais à des tranches d'âge de plus en plus nombreuses et de plus en plus larges et de plus en plus souvent.

## **Les enjeux sociaux : anticiper sur les mutations sociodémographiques et réduire les inégalités sociales**

### **Anticiper sur les mutations sociodémographiques**

Si en Afrique d'une façon générale, et au Burkina d'une façon particulière, les changements dans l'économie et la société, consistant en un vieillissement de la population<sup>4</sup> et une restructuration des générations et des activités qui jadis leur correspondaient (e.g. adolescence : études, école ; adultes : travail ; vieux : retraite), ne se font pas encore sentir comme en Europe (GAULLIER, 1995 : 9-31), il est cependant raisonnable de penser qu'ils viendront plus tôt que tard et qu'il faut les anticiper en s'inspirant des expériences des pays occidentaux plus développés. Le poids de la société ne sera plus supporté par les travailleurs jeunes mais par des travailleurs plus âgés qui doivent se former conséquemment.

### **Réduire les inégalités sociales**

La priorisation absolue de l'éducation des jeunes confinant à l'exclusion totale des adultes ne pourrait aboutir, dans le contexte actuel du Burkina, qu'à renforcer les inégalités sociales au détriment des enfants issus de milieux défavorisés. En effet, les jeunes qui profitent du service d'éducation et des autres services sociaux, comme la santé, sont ceux-là dont les parents (particulièrement les mères) ont déjà bénéficié de ces services et obtenu, grâce à eux, des emplois, des positions sociales et des revenus leur permettant d'assurer l'éducation de leurs enfants. Par exemple, les enfants de couches sociales favorisées (en l'occurrence les fonctionnaires) ont en moyenne trois fois plus de chances que ceux de couches sociales défavorisées (en l'occurrence les paysans) d'aller à l'école primaire, douze fois plus de

chances d'accéder à l'enseignement secondaire et vingt fois plus de chances d'accéder à l'enseignement supérieur (voir SANOU, 1986 : 191-282 ; 1999 : 199-268).

## **Les enjeux culturels : accroître et utiliser le potentiel d'innovation ou d'invention contenu dans l'expérience des adultes**

L'innovation ou l'invention est le fait de pouvoir lier des choses ou des idées qui étaient au départ éparées et disjointes. Elle n'est possible que chez des gens qui ont acquis une certaine autonomie de pensée, une capacité de réflexion sur leur propre activité et qui ont, effectivement, une certaine expérience pratique de la vie (SERRES, 1991).

Du coup, les disqualifications (ou minimisations), jusqu'ici faites de l'expérience professionnelle des adultes apprenants, apparaissent arbitraires voire dangereuses. Elles frustrer ces apprenants et privent l'université d'une source de rénovation et d'un terrain expérimental sur lequel elle pourrait – elle devrait – vérifier la pertinence, l'efficacité dite externe des savoirs théoriques et savoir-faire pratiques dispensés (Banque mondiale, 1988 ; TEDGA, 1988).

Pour les travailleurs adultes comme pour leurs formateurs, il est nécessaire d'élargir en permanence les horizons intellectuels pour suivre l'évolution rapide des connaissances, des idées et leur circulation grâce aux Nouvelles technologies de l'information et de la communication qui font dire que la mondialisation est aussi une « médialisation » (MIEGE, 1995).

## **Les enjeux politiques de l'éducation des adultes : participation aux décisions et redéfinition des finalités de l'éducation**

### **Permettre une plus grande participation consciente aux processus de prise de décisions aux niveaux national et international**

L'accès autonome à l'information et la capacité de l'utiliser, en même temps qu'ils permettent aux adultes de participer à la nouvelle culture en gestation, leur permettent également d'influencer les décisions, directement, au niveau national et, indirectement, au niveau international. Il ne peut y avoir de participation démocratique sans un minimum d'alphabétisation,

<sup>3</sup> Voir Robert REICH (1993) ; Yves CANAC et La CEGOS (1985). Selon ces deux derniers, « Que la compétence de l'entreprise soit essentiellement mouvante et évolutive, il n'est guère besoin de le souligner. Mieux, elle n'est que mouvement. Ni la technologie, ni le marketing, ni la structure financière, ni l'organisation, ni les hommes ne doivent rester un instant au repos : le professionnalisme d'une entreprise ne se maintient qu'en se modifiant sans cesse. Parfois dans ses traits les plus fondamentaux » (p. 40).

<sup>4</sup> Cet allongement de l'espérance de vie et du vieillissement de la population a fait passer, dans les régions développées, la proportion des 65 ans et plus de 9 % en 1985 à 13,5 % en 1995 avec une prévision de 20,1% en 2025. Dans les pays les moins développés, les proportions, pour les mêmes périodes, étaient respectivement de 3,1 %, 3 % et 3,9 % (Robert BUTLER : *La révolution de la longévité*, in *Courrier de l'UNESCO*, janvier 1999 : 18-20).

celle-ci ne devant pas se limiter au simple déchiffrement des lettres de l'alphabet mais au déchiffrement des nouveaux codes socioculturels, autrement plus complexes.

Par exemple, les règles du marché économique, de l'organisation et de la vie sociales constituent un nouvel « alphabet » à maîtriser par tous les adultes, y compris ceux qui ont déjà un niveau d'instruction formelle élevé dans des domaines autres que l'économie et/ou le droit.

Par exemple aussi, au Burkina comme dans de nombreux pays voisins (Togo, Niger, Mali, Bénin), il y a un processus de décentralisation en cours depuis cinq à six ans. De même que depuis la Révolution démocratique et populaire en 1983, il y a toujours des débats autour de la Réforme agraire et foncière. Le monde paysan, même organisé en Organisations paysannes, ne contribue pas significativement à ces débats, faute d'avoir les moyens intellectuels et culturels modernes de déchiffrement des projets de textes et d'organisation autonome pour la défense de leurs intérêts.

Dans le contexte de la mondialisation, la non-maîtrise des nouveaux outils culturels et techniques expose les acteurs sociaux, politiques et économiques à une marginalisation croissante et durable, aussi bien au sein de leur propre organisation socioprofessionnelle, au sein de leur propre société que, surtout, au niveau international.

#### **Redéfinir les finalités de l'éducation scolaire**

Les nouvelles conditions de participation à la vie sociale, économique, culturelle et politique exigent une relecture des finalités de l'éducation scolaire et son organisation quasi exclusive autour des tranches d'âge infantiles et juvéniles. Le rôle et la fonction de l'université dans la société en général, et dans la formation/éducation des populations en particulier, doivent être redéfinis. Si jusqu'ici, ce rôle et cette fonction ont consisté à sélectionner une élite sociale (et politique) capable d'atteindre rapidement les objectifs de développement économique fixés, l'expérience des trois dernières décennies a montré que ces objectifs eux-mêmes étaient biaisés par un manque de volonté d'ouverture démocratique.

Le nouveau paradigme développementaliste est que le développement est étroitement lié à la démocratie, conçue comme facteur déterminant et antécédent. Loin d'atteindre les objectifs de développement, l'orientation élitiste de l'université nous en a plutôt éloignés. Pour rattraper ce retard, l'université devrait s'ouvrir davantage à de nouveaux besoins et à de nouvelles *clientèles* dont, particulièrement, celles des adultes dans leur diversité.

## **Conclusion**

L'éducation des adultes représente donc une nécessité parce que :

- le monde change, les entreprises, les systèmes et rythmes de production industrielle et agricole changent rapidement. Pour être et demeurer compétitifs, ces systèmes doivent s'appuyer sur un personnel compétent et capable de s'adapter rapidement. En même temps que l'on prépare les futurs travailleurs que sont les jeunes, il faut former les travailleurs actuels que sont les adultes ;

- les adultes représentent une proportion importante de la population. Cette population a tendance à vivre plus longtemps dans les pays développés, donc à prolonger leur temps d'activité. Cette activité n'est plus unique mais multiple (« pluriactivité »), du fait de la précarité des emplois disponibles. Il faut anticiper sur ces changements sociodémographiques en Afrique, plus précisément au Burkina, même s'ils ne sont pas encore aussi visibles que dans les pays développés. Il faut assurer une formation permanente aux adultes pour faciliter cette pluriactivité et leur insertion sociale, dans l'éventualité d'un déclin du système traditionnel de solidarité sociale et familiale ;

- par ailleurs, l'accès des jeunes aux services sociaux comme l'éducation, la santé et l'emploi, dans le contexte du Burkina, est déterminé par le niveau d'instruction et la position sociale et économique de leurs parents. Pour briser le cercle des inégalités sociales, il faut aussi donner aux adultes, aux parents, les moyens d'améliorer leur niveau économique et social ;

- Lié au progrès économique et technologique, le niveau culturel exige un maintien et un développement par la participation des adultes dont les expériences doivent servir de terreau à cet effet, en même temps qu'elles procurent à l'université une source de rénovation et un terrain expérimental sur lequel elle pourrait – devrait – vérifier la pertinence, l'efficacité dite externe des savoirs théoriques et savoir-faire pratiques dispensés ;

- la formation des adultes fournira à ceux-ci les moyens culturels pour participer efficacement à la vie politique, nationale comme internationale, et pour influencer les processus de prise de décisions.

Si pendant les trois décennies écoulées l'université a quelque peu négligé l'éducation des adultes au profit de celle des jeunes, en vue de permettre au pays de rattraper son retard économique et social sur les pays européens développés, aujourd'hui, cet objectif doit être poursuivi à travers la mobilisation de toutes les ressources

humaines, notamment celles des adultes parce que le développement est étroitement lié à la démocratie... et que la démocratie en elle-même est un idéal à poursuivre sans cesse.

Il ne s'agira pas d'une formation directe dispensée à tous les travailleurs adultes. Cela n'est pas possible pour des raisons de manque de moyens financiers, matériels et humains, mais, surtout, pour des raisons stratégiques d'efficacité. Il y a une telle diversité des domaines et des niveaux de formation qu'il n'est pas possible d'envisager la mise en place d'un programme cohérent pour satisfaire ces exigences diverses. Il s'agira plutôt d'une formation indirecte s'adressant exclusivement aux formateurs des adultes.

L'université de Ouagadougou a pris, lors de son séminaire de septembre 1998, l'engagement de s'ouvrir à l'ensemble de la société et du monde en mutation en modifiant ses programmes et son organisation administrative pour répondre aux différents défis posés par cette mutation. La formation des adultes est l'un de ces défis qu'il faudra relever. □

## Références bibliographiques

**Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), 1983.** Universités, alphabétisation et éducation des adultes.

**ASCHE H., 1994.** Le Burkina Faso contemporain. L'expérience d'un autodéveloppement. L'Harmattan.

**Association des universités africaines (AUA), 1973.** Creating The African University. Emerging Issues of the 1970s. Edited by T.M. YESU FV. Ibadan. Oxford University Press.

**Banque mondiale, 1988.** l'éducation en Afrique au sud du Sahara. Pour une stratégie d'ajustement, de revitalisation et d'expansion, Washington DC.

**Bureau de coordination de la coopération Suisse, 1996a.** Regard critique extérieur sur le programme triennal d'alphabétisation/formation 1994-1996. Perspectives pour l'élaboration du programme 1997-1999, novembre 1996.

**Bureau de coordination de la coopération Suisse, 1996b.** Rapport général de l'atelier de restitution du « Regard critique sur les pratiques des partenaires et du programme alpha de la Coopération suisse en matière d'alpha/formation au sein des OP » tenu à Ouagadougou, les 12, 13 et 14 septembre 1996 - Ouagadougou, 2 octobre 1996.

**Bureau de coordination de la coopération Suisse, 1996c.** Évaluation des programmes d'alphabétisation de la province du Kouritenga » par Messieurs Samuel Sanwidi et Robert Ouédraogo, décembre 1996.

**BUTLER R. 1999.** La révolution de la longévité, in *Courrier de l'UNESCO*, janvier 1999 : 18-20.

**CANAC Y. et La CEGOS, 1985.** La bataille de la compétence. L'éducation professionnelle permanente au cœur des stratégies de l'entreprise. Éditions Hommes et Techniques.

**GAULLIER X., 1995.** Pluriactivité à tout âge, in *Esprit* n° 217, décembre 1995 « Vers une société de pluriactivité ? » : 9-31.

**LALLEZ R., 1976.** L'innovation en Haute-Volta : éducation rurale et enseignement primaire - Paris - Les presses de l'UNESCO.

**MEIRIEU P., 1996.** Vers une école de la citoyenneté, in *Construire ses savoirs. Construire sa citoyenneté. De l'école à la cité*, par le Groupe français d'éducation nouvelle (GFEN). Chronique sociale. Lyon : 60-76.

**MIEGE B., 1995.** La société conquise par la communication. I. Logiques sociales, Presses universitaires de Grenoble.

**REICH R., 1993.** L'économie mondialisée. Dunod / Nouveaux Horizons.

**SANOU F. 1986.** Avant-propos pour une réforme de l'éducation au Burkina Faso : les intérêts des bureaucrates burkinabè dans l'école et sa réforme. In *Annales de l'INSHUS et de l'INSULLA* de l'université de Ouagadougou, n° 07, p. 191-282.

**SANOU F. 1999.** Pauvreté et éducation au Burkina. Une approche quantitative. In *Annales* de l'université de Ouagadougou, volume XIII : 199-268.

**SERRES M., 1991.** Le tiers instruit. François Bourin.

**UNESCO, 1990.** Conférence sur l'éducation pour tous : Répondre aux besoins éducatifs fondamentaux : une vision pour les années 1990. Document de référence. Jomtien 5-9 mars 1990.

**TEDGA P. J. M., 1988.** l'enseignement supérieur en Afrique noire francophone. La catastrophe ? PUSAF/Karthala.

**Université de Ouagadougou, 1998.** Séminaire sur « l'université de Ouagadougou au 21<sup>e</sup> siècle : à la recherche de l'efficacité et de la performance ». Ouagadougou 8-10 septembre 1998. Sous-commission prospective « L'université de Ouagadougou à l'heure de la mondialisation ».

**UNICEF, 1991.** Actualisation de la situation des femmes et des enfants pour le Plan quinquennal 1993-1997, partie relative à l'éducation-formation.

**Résumé**

Jusqu'ici, les universités africaines (francophones) en général, et burkinabè en particulier, ont négligé l'éducation des adultes, notamment la formation des formateurs laissée à des institutions et des personnels de niveau inférieur. Désormais, elles doivent s'y intéresser davantage afin de relever les différents défis ou enjeux de la mondialisation :

- a) enjeux économiques concernant la compétitivité des travailleurs adultes ;
- b) enjeux sociaux consistant à anticiper les changements socio-démographiques marqués par le vieillissement de la population, l'allongement et la diversification consécutifs des activités ;
- c) enjeux culturels consistant à accroître le potentiel d'innovation et d'invention contenu dans l'expérience des adultes ;
- d) enjeux politiques consistant à faire participer davantage les adultes aux prises de décisions à tous les niveaux et à redéfinir les finalités de l'éducation pour satisfaire ce besoin de participation de tous au développement.

**Mots-clés** : éducation, formation, adultes, enjeux, mondialisation, compétitivité, développement.

**Abstract**

So far, Francophone African universities in general and the one in Burkina Faso in particular have neglected adult education and especially the training of trainers left to institutions and staffs of lower grade. As of now, they need to be more interested in this education in order to take up the different challenges of globalisation:

- a) economic challenges concerning the competitiveness of adult worker;
- b) social challenges consisting in anticipating the socio-demographical changes emphasized by a population growing older and older, the lengthening and the consecutive diversification of activities;
- c) cultural challenges consisting in increasing the innovating and inventing potentialities contained in the experience of the adult;
- d) political challenges consisting in a greater participation of adults in the decision making procedures at all levels and in redefining the finalities of education in order to meet the need of everybody to participate in development.

**Keywords**: education, training, adult, challenges, globalisation, competitiveness, development.